

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Semaine du 5 au 12 juin 2026

### *Southern Africa*

- Moody's expects continued tightening of African sovereign spreads amid reforms and improving macroeconomic fundamentals.
- The EU-SADC Economic Partnership Agreement marks its 10th anniversary, highlighting deeper trade integration and rising investment flows between Europe and Southern Africa.

### *South Africa*

- External financing needs for 2026/27 fully secured through concessional loans.
- SARB assesses the financial system as resilient despite global geopolitical risks.
- Fitch upgrades South Africa's sovereign rating, citing stronger fiscal discipline.
- Manufacturing declines (-2.9%) while mining rebounds (+8.2%).
- GDP grows modestly by 0.5% in Q1 2026, driven mainly by services and net exports.
- Government launches a new industrial strategy to address deindustrialisation.
- Eskom implements preferential electricity tariffs for ferrochrome producers.
- Eskom establishes "Eskom Green" to expand renewable energy projects and enable private sector participation.

### *Angola*

- Sonangol maintains strategic stake in Millennium BCP amid foreign interest.
- Longonjo project positions Angola in the global rare earths market.
- Growing competition in satellite internet as Starlink, OneWeb, and Amazon expand regionally.
- EU-Angola cooperation strengthens monitoring of silicon exports.

- Kaminho offshore project (US\$6bn) supports long-term oil production.
- Tax incentives rise sharply, supporting diversification but raising fiscal concerns.
- Mining governance strengthened with greater local consultation requirements.
- New digital tax system enhances anti-evasion capacity.
- Economy increasingly driven by non-oil sector growth.
- Angola expands international investment partnerships (e.g. Serbia agreement).

### ***Botswana***

- Launch of Diamonds for Development Fund to support diversification away from diamond dependence.
- Akinwumi Adesina appointed chair, strengthening credibility.
- Growth outlook weakened due to fiscal constraints and tighter financial conditions.

### ***Namibia***

- Fuel supply secured via a short-term exclusive contract with Vitol.
- Government maintains fuel prices despite rising import costs.
- Inflation rises to 4.1% (15-month high), driven by transport and utilities.
- ReconAfrica advances oil exploration in the Damara Fold Belt.
- TransNamib modernises rail infrastructure to improve freight capacity.

### ***Zambia***

- Over 75% creditor support secured for the buyback of the 2053 Eurobond.
- Stronger macroeconomic conditions supported by copper sector recovery and lower inflation.
- S&P maintains CCC+ rating but notes gradual improvement in fundamentals.

## Canal+ fait son entrée à la Bourse de Johannesburg après la finalisation du rachat de MultiChoice

Le groupe français Canal+ a fait son entrée à la Bourse de Johannesburg (JSE) le 3 juin, devenant la première entreprise française cotée sur la place sud-africaine. Cette cotation secondaire, qui complète sa cotation principale à Londres, répond à un engagement pris auprès des autorités sud-africaines lors de l'acquisition de MultiChoice, finalisée en décembre 2025 pour un montant supérieur à 50 Mds ZAR (environ 3 Md USD).

La société a débuté sa cotation à un cours de 58,50 ZAR par action, pour une capitalisation boursière légèrement supérieure à 50 Mds ZAR. Lors de ses premiers jours de cotation, le titre a enregistré une progression marquée, témoignant de l'intérêt des investisseurs pour le nouvel ensemble.

L'opération intervient alors que Canal+ cherche à redresser les performances de MultiChoice, dont le nombre d'abonnés est passé de 14,9 à 14,4 millions en 2025. Le groupe a annoncé un plan de relance de 100 M EUR comprenant notamment le recrutement de plus de 1 000 commerciaux dans 16 pays africains. Canal+ vise par ailleurs 250 M EUR de synergies dès 2026 et souhaite développer une « super application » intégrant plusieurs services de streaming, dont DSTV.

Pour la JSE, cette introduction constitue une opération emblématique dans un contexte marqué par la raréfaction des nouvelles cotations. Selon son président, Phuthuma Nhleko, elle témoigne de la confiance des investisseurs internationaux dans les marchés financiers sud-africains.



Source : Johannesburg Stock Exchange

## Sommaire :

### Afrique australe

- Moody's anticipe une poursuite du resserrement des spreads souverains africains dans un contexte de réformes et d'amélioration des fondamentaux
- L'Accord de partenariat économique UE-SADC célèbre ses dix ans

### Afrique du Sud

- Financement externe 2026/27 entièrement sécurisé via des prêts concessionnels
- La Banque centrale sud-africaine juge le système financier résilient malgré le conflit au moyen orient
- Fitch relève la note souveraine de l'Afrique du Sud, saluant la discipline budgétaire du pays
- La production manufacturière recule de 2,9 % en avril, tandis que la production minière progresse de 8,2 % (StatsSA)
- Le PIB progresse de 0,5 % au premier trimestre 2026 (StatsSA)
- Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC) a dévoilé une nouvelle stratégie industrielle pour enrayer la désindustrialisation
- Eskom obtient l'approbation d'un tarif préférentiel pour les producteurs de ferrochrome
- Eskom lance « Eskom Green » et prépare l'ouverture au privé de ses premiers projets renouvelables

### Angola

- BCP : Sonangol s'accroche à son actif bancaire portugais malgré les appétits espagnols
- Avec Longonjo, l'Angola entre dans la bataille mondiale des terres rares
- Internet satellitaire : la concurrence s'intensifie aux portes de l'Angola
- Silicium : l'UE et l'Angola resserrent les contrôles sur les exportations
- Kaminho : 6 Md USD pour préparer l'après-déclin pétrolier
- L'Angola sacrifie des recettes fiscales pour accélérer sa diversification
- Mines : les communautés locales gagnent un droit de regard sur les projets
- L'Angola modernise son arsenal contre l'évasion fiscale
- L'économie angolaise est tirée par le secteur non-pétrolier au premier trimestre 2026
- Belgrade et Luanda lèvent les barrières aux investissements

### Botswana

- Akinwumi Adesina nommé président du Diamonds for Development Fund
- Dégradation des perspectives de croissance sur fond de fortes contraintes budgétaires et de durcissement des conditions financières

### Namibie

- Vitol obtient un contrat exclusif d'approvisionnement en carburant pour trois mois
- Le gouvernement maintient les prix des carburants malgré la hausse des coûts d'approvisionnement

- ReconAfrica franchit une étape décisive dans l'évaluation du potentiel pétrolier du Damara Fold Belt
- L'inflation atteint 4,1 % sur un an en mai 2026 (NamStats)

## Zambie

- Accord sur le rachat de l'eurobond 2053 après une incitation de 65 M USD et un large soutien des créanciers
- S&P maintient la note souveraine de la Zambie à CCC+ et souligne une amélioration graduelle de ses fondamentaux

## Afrique australe

### **Moody's anticipe une poursuite du resserrement des spreads souverains africains dans un contexte de réformes et d'amélioration des fondamentaux**

Moody's estime que les pays africains bénéficiant de perspectives de notation positives pourraient voir une diminution continue de leurs coûts de financement, dans un contexte d'amélioration de la crédibilité de leurs politiques économiques, en lien avec les réformes macroéconomiques et les ajustements budgétaires réalisés. L'agence maintient des perspectives positives notamment pour l'Afrique du Sud, la Namibie et la Zambie. Selon Moody's, les marchés réévaluent progressivement le risque souverain africain, anticipant une stabilité des taux de change, et une poursuite des réformes monétaires et des efforts de consolidation budgétaire. Les évolutions récentes de marché reflètent cette dynamique, avec une amélioration du sentiment sur plusieurs signatures souveraines, notamment en Afrique du Sud, tandis que la Zambie bénéficie des effets de la restructuration de sa dette externe. L'Angola bénéficie également de la hausse des prix du pétrole, amplifiée par les tensions d'offre liées au conflit en Iran. Dans ce contexte, les spreads souverains africains sur les bons du Trésor américains se sont resserrés à 307 pb, contre un pic de 405 pb fin mars (indice JPMorgan), traduisant une détente des conditions financières, bien que les coûts d'emprunt restent structurellement élevés à l'échelle mondiale.

### **L'Accord de partenariat économique UE-SADC célèbre ses dix ans**

Le 10 juin 2026 a marqué le dixième anniversaire de la signature de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne (UE) et six pays d'Afrique australe – l'Afrique du Sud, le Botswana,

l'Eswatini, le Lesotho, la Namibie et le Mozambique – réunis au sein du groupe SADC EPA. Signé à Kasane (Botswana) en 2016 et pleinement opérationnel depuis 2018, cet accord constitue le premier APE régional africain à être entièrement mis en œuvre. Il permet la circulation de la plupart des biens sans droits de douane entre les deux blocs et prévoit également des programmes de partenariat visant au développement économique et commercial des pays de la SADC.

Selon la Commission européenne, les échanges commerciaux entre l'UE et les pays du groupe SADC EPA ont progressé de 26 % depuis l'entrée en vigueur de l'accord, atteignant 52 Mds EUR en 2025. Cette croissance a été principalement portée par les exportations de l'Afrique australe vers l'Europe, en hausse de 38 % sur la période. L'UE demeure aujourd'hui le principal partenaire commercial du groupe, tandis que les investissements européens dans les six pays signataires ont atteint plus de 50 Mds EUR en 2024.

À l'occasion de cet anniversaire, les autorités de la SADC et l'Union européenne ont salué un accord ayant contribué à renforcer les échanges, attirer les investissements et soutenir l'intégration régionale. Les deux parties entendent désormais approfondir leur coopération dans des domaines tels que la facilitation des échanges, les infrastructures, la transition énergétique et le développement de chaînes de valeur régionales.

## Afrique du Sud

### **Financement externe 2026/27 entièrement sécurisé via des prêts concessionnels**

L'Afrique du Sud a annoncé avoir intégralement couvert ses besoins de financement en devises pour l'exercice budgétaire 2026/27, à hauteur de 3,2 Md USD. Selon le Trésor, ces ressources

ont été obtenues exclusivement sous forme de financements concessionnels auprès d'institutions financières de développement et de banques multilatérales, sans recours aux marchés obligataires internationaux.

Cette stratégie confirme la préférence des autorités pour des financements à conditions favorables, caractérisés par des maturités longues, des taux réduits et l'existence de périodes de grâce, permettant de limiter le coût et les risques associés à la dette en devises. En conséquence, aucune nouvelle émission en devises n'est prévue d'ici la fin de l'exercice, le recours aux marchés internationaux étant reporté à 2027/28, sous réserve des conditions de marché et des besoins de financement.

### **La Banque centrale sud-africaine juge le système financier résilient malgré le conflit au moyen orient**

Dans sa Revue semestrielle de stabilité financière, publiée le 10 juin, la Banque centrale sud-africaine (SARB) estime que le système financier devrait rester résilient, malgré un environnement international dégradé, en lien avec la guerre en Moyen-Orient. Ce choc géopolitique a entraîné une reprise de l'inflation menée par la hausse des prix du pétrole, ainsi qu'un durcissement des conditions financières. Le modèle de projection de la SARB intègre désormais une nouvelle hausse de son taux directeur en 2026, en sus du relèvement de 25 points de base décidé fin mai, qui devrait peser sur les ménages. Les principaux risques identifiés par la Banque centrale sont les sorties de capitaux, la reprise des tensions budgétaires et une hausse de l'endettement des ménages. La SARB souligne également l'émergence de risques structurels liés à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité.

Malgré ces vulnérabilités, le secteur bancaire demeure solide. Ses niveaux de capitalisation et ses ratios prudentiels

restent élevés : le ratio de fonds propres sur actifs atteignait 17,91 % fin mars 2026, soit un niveau plus de 7 points supérieur aux exigences de Bâle III (10,5 %), tandis que le ratio Tier 1 s'établissait à 15,6 %. Le secteur affiche également une rentabilité robuste, avec un ROE de 15,71 %. La qualité des actifs reste globalement maîtrisée, avec des créances douteuses stabilisées à 4,71 % en mars 2026, même si la perspective de taux d'intérêt durablement élevés pourrait continuer à exercer une pression sur les prêts non performants (NPL). Dans ce contexte, la SARB réaffirme que, malgré la montée des risques, le système financier sud-africain demeure résilient dans son ensemble.

### **Fitch relève la note souveraine de l'Afrique du Sud, saluant la discipline budgétaire du pays**

Le 5 juin, l'agence Fitch Ratings a relevé la note souveraine de l'Afrique du Sud d'un cran, de BB- à BB, assortie d'une perspective stable. Il s'agit de sa première amélioration de la notation du pays en plus de 20 ans, dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et une dégradation des perspectives de croissance mondiale.

L'agence met en avant la « gestion budgétaire prudente » du Trésor sud-africain et les progrès réalisés en matière de consolidation des finances publiques, malgré la faiblesse de la croissance économique et la persistance de chocs internes et externes. Elle souligne également que les révisions du PIB et la maîtrise relative de la trajectoire de dette placent le ratio dette/PIB à des niveaux inférieurs à ceux anticipés lors de la dégradation de 2020. Fitch anticipe une stabilisation de la dette autour de 80 % du PIB à moyen terme, un niveau qui reste toutefois particulièrement élevé.

La décision de Fitch s'inscrit dans une tendance plus large : S&P avait déjà relevé la note du pays fin 2025 et Moody's a

récemment ajusté sa perspective à « positive ». Les trois grandes agences classent désormais l’Afrique du Sud deux crans en dessous de la catégorie « investissement », illustrant l’ampleur du chemin restant à parcourir pour sortir du statut « junk ».

Les autorités sud-africaines y voient toutefois un signal de retournement de cycle, porté par une amélioration progressive de la crédibilité budgétaire, même si la croissance faible et le chômage élevé continuent de peser sur les perspectives économiques du pays.

### **La production manufacturière recule de 2,9 % en avril, tandis que la production minière progresse de 8,2 % (StatsSA)**

Selon l’Agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a reculé de 2,9 % en glissement annuel en avril 2026, après une performance plus favorable en mars (+1,5 %). Ce repli marque un net affaiblissement de l’activité industrielle, dans un contexte marqué par une demande encore fragile et des conditions financières plus restrictives. Les principales contributions négatives proviennent des postes « sidérurgie et produits métalliques » (-6,0 %, soit -1,4 point de contribution), « bois, papier et impression » (-10,0 %, soit -1,0 point), et « industrie automobile et équipements de transport » (-11,0 %, soit -0,9 point). En parallèle, la production minière a progressé de 8,2 % en glissement annuel en avril 2026, après une progression de 2,5 % en mars, traduisant un rebond marqué de l’activité extractive. Les principales contributions positives proviennent des métaux du groupe platinoïde (PGM), en forte hausse de 36,5 % (+8,8 points), ainsi que du manganèse (+19,0 %, +1,3 point) et du chrome (+17,5 %, +1,1 point). À l’inverse, la production de charbon a pesé sur la dynamique globale, en recul de 5,8 % (-1,5 point). Ce contraste entre industrie manufacturière et extractive souligne la

dépendance persistante de l’économie sud-africaine aux secteurs miniers, en particulier aux minerais stratégiques.

### **Le PIB progresse de 0,5 % au premier trimestre 2026 (StatsSA)**

Selon l’Agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB sud-africain a progressé de 0,5 % au premier trimestre 2026 (variation trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une hausse de 0,4 % au quatrième trimestre 2025. Cette performance est supérieure aux anticipations des économistes (+0,3 %), reflétant une croissance légèrement plus robuste qu’attendu et largement diffusée (neuf secteurs sur dix en expansion). Le principal contributeur à la croissance totale est le secteur de la finance, de l’immobilier et des services aux entreprises (+0,9 %, soit une contribution de +0,2 point), tandis que l’industrie manufacturière est le seul secteur en contraction (-0,8 %, soit une contribution de -0,1 point), pénalisée notamment par la chimie, la métallurgie et le papier.

Cette croissance reste toutefois déséquilibrée : la consommation des ménages ne progresse que faiblement (+0,1 %), et l’investissement repart à la baisse (-1,1 %) après deux trimestres de hausse. Si les dépenses publiques sont en hausse (+0, %, sans effet d’entraînement significatif), la croissance est surtout portée par les exportations nettes (contribution de +0,9 point), principalement soutenues par la forte baisse des importations (-2,6 %), traduisant davantage un affaiblissement de la demande intérieure qu’un rebond du commerce extérieur.

Dans l’ensemble, cette dynamique confirme une croissance de « faible qualité », reposant principalement sur les services et les exportations nettes, tandis que les composantes internes, consommation et surtout investissement, se fragilisent. Les autorités soulignent par ailleurs que les effets du choc géopolitique lié à la guerre en Iran ne sont pas encore pleinement

visibles et pourraient peser davantage sur les trimestres suivants, dans un contexte de ralentissement attendu de la demande.

## **Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC) a dévoilé une nouvelle stratégie industrielle pour enrayer la désindustrialisation**

Le gouvernement sud-africain a approuvé une nouvelle stratégie industrielle (Industrial Development Strategy – IDS) visant à relancer l'industrie manufacturière et à soutenir la croissance économique. Présentée le 8 juin, elle répond à plusieurs défis structurels, parmi lesquels la désindustrialisation, le faible niveau d'investissement productif et les difficultés persistantes dans les secteurs de l'énergie et de la logistique.

La stratégie repose sur trois priorités : la décarbonation, la diversification et la digitalisation de l'économie. Elle prévoit notamment le développement des filières liées aux minerais critiques, aux véhicules électriques, à l'agro-industrie, aux services numériques et aux technologies vertes. Le gouvernement souhaite également adapter des filières telles que l'acier, l'automobile et l'industrie minière, qui représentent respectivement 1,5 %, 5 %, 5,8 %, et du PIB de l'Afrique du Sud, aux nouveaux enjeux de décarbonation de compétition mondiale.

Le document souligne que le coût élevé de l'électricité (parmi les plus coûteuses du continent), les difficultés du réseau ferroviaire et des ports ainsi que certaines contraintes réglementaires continuent de peser sur la compétitivité du pays. Parmi les mesures envisagées figurent des tarifs électriques préférentiels pour certaines industries énergivores (l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et les secteurs à forte intensité énergétique tels que les fonderies), de nouveaux investissements dans les infrastructures et

un meilleur pilotage de la politique industrielle.

Le gouvernement vise ainsi un objectif ambitieux de croissance moyenne du PIB de 3 % par an sur la période 2025-2029 (1,1 % en 2025), une hausse des exportations manufacturières et la création de nouveaux emplois. La réussite de cette stratégie dépendra toutefois de sa mise en œuvre effective, alors que les précédents plans industriels, comme le Plan d'action de la politique industrielle (IPAP) pour le pôle développement des secteurs économiques, de l'emploi et des infrastructures (2018/19 - 2020/21), ont produit des résultats mitigés.

## **Eskom obtient l'approbation d'un tarif préférentiel pour les producteurs de ferrochrome**

Eskom a confirmé que le régulateur énergétique sud-africain (NERSA) avait approuvé un dispositif tarifaire préférentiel destiné aux producteurs de ferrochrome, secteur fortement pénalisé par la hausse du coût de l'électricité. Le nouveau tarif, fixé à 0,62 ZAR/kWh, entrera en vigueur à compter du 1er juin pour les groupes Samancor Chrome et Glencore-Merafe Chrome Venture. Il sera indexé annuellement sur l'inflation des prix à la production (PPI) majorée d'un point.

Ce tarif représente une baisse importante par rapport aux 0,877 ZAR/kWh appliqués début 2026 et aux 1,36 ZAR/kWh payés fin 2025. Selon le gouvernement, l'objectif est de préserver une industrie stratégique confrontée à une perte de compétitivité face à la Chine et à des risques de fermetures de sites.

L'Afrique du Sud est le premier producteur mondial de minerai de chrome mais a perdu sa position dominante dans la transformation en ferrochrome. Seuls 11 des 66 fours du pays sont actuellement en activité. Le ministre de l'Électricité, Kgosientsho Ramokgopa, estime que cette mesure pourrait permettre de porter ce

nombre à 45 d'ici fin 2026 et à 49 d'ici fin 2027.

Selon les documents soumis à consultation publique, le maintien de l'activité des fonderies concernées permettrait également à Eskom de préserver environ 12,8 TWh de demande électrique qui auraient autrement disparu du réseau, avec des conséquences financières importantes pour l'entreprise publique.

Au-delà du seul secteur du ferrochrome, le gouvernement voit dans cette initiative un instrument de politique industrielle. [Kgosientsho Ramokgopa, a ainsi annoncé qu'il solliciterait prochainement l'approbation du gouvernement pour étendre ce mécanisme de tarifs électriques préférentiels à d'autres secteurs industriels.](#) Les autorités espèrent s'appuyer sur cet outil pour soutenir la réindustrialisation du pays et restaurer la compétitivité de plusieurs secteurs énergivores, fragilisés par la forte hausse des prix de l'électricité enregistrée au cours des quinze dernières années, comme annoncé dans la nouvelle stratégie industrielle.

### **Eskom lance « Eskom Green » et prépare l'ouverture au privé de ses premiers projets renouvelables**

[Eskom a officiellement lancé sa nouvelle entité dédiée aux énergies renouvelables, baptisée Eskom Green.](#) Cette structure aura pour mission de développer des projets de production d'électricité renouvelable à grande échelle et d'accompagner les grands groupes industriels (notamment des secteurs minier et manufacturier) dans leurs stratégies de décarbonation. Dans un premier temps, Eskom Green pilotera un portefeuille initial de près de 2 GW de projets solaires, éoliens et de stockage, principalement implantés sur des terrains situés à proximité des centrales à charbon du groupe.

L'entreprise prévoit également le développement de 17 projets prioritaires

représentant environ 6 GW de capacités d'ici 2030. Eskom vise ainsi à se positionner sur un marché déjà très compétitif et mature. D'après le think tank Power Future Labs, 34 projets de développeurs privés représenteraient un total de 5 252 MW pour l'année 2026, après que 35 projets (3 562 MW) aient atteint la clôture financière en 2024. Eskom Green devrait être soumis aux mêmes règles pour l'accès aux capacités de transmission que ses concurrents privés.

Pour financer ces initiatives, Eskom entend recourir largement à des partenariats avec des investisseurs privés, mais aussi à des financements concessionnels dans le cadre du Just Energy transition Partnership (JET-P). Eskom Green, qui doit à terme devenir une filiale autonome dotée de son propre conseil d'administration, prépare actuellement un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner ses premiers partenaires financiers. Les projets seront portés par des véhicules dédiés (SPV), associant capitaux privés et foncier apporté par Eskom, dans le but de limiter l'impact sur le bilan du groupe.

Les autorités sud-africaines ont déjà autorisé le financement des premiers projets via les investissements prévus dans le plan stratégique d'Eskom. 10 Mds ZAR (525 M EUR) ont déjà été alloués à Eskom Green pour les 5 prochaines années. 1,2 Md ZAR (62,8 M EUR) issus de cette enveloppe servent déjà à financer le premier projet pilote : la centrale solaire photovoltaïque de 75 MW actuellement en construction sur le site de Lethabo, au sud de Johannesburg..

## Angola

### **BCP : Sonangol s'accroche à son actif bancaire portugais malgré les appétits espagnols**

[L'éventuel retrait du groupe chinois Fosun du capital de Millennium BCP pourrait rebattre les cartes au sein de la principale](#)

banque privée portugaise. Alors que BBVA et CaixaBank sont cités parmi les acquéreurs potentiels de la participation de 20,45 % détenue par Fosun, Sonangol a réaffirmé sa volonté de conserver sa part de 19,49 % dans l'établissement.

La compagnie pétrolière nationale considère Millennium BCP et Galp comme des actifs stratégiques lui permettant de diversifier ses revenus. En 2025, plus de la moitié de ses recettes provenaient des dividendes issus de participations extérieures, dont environ 90 M€ versés par BCP.

Le maintien de cette participation (14 Md€ à la valeur de marché) intervient toutefois dans un contexte où Sonangol poursuit sa restructuration et où l'Angola cherche à enrayer le déclin de sa production pétrolière. La question de l'allocation du capital reste ainsi posée : la conservation d'actifs financiers à l'étranger offre une source de revenus stable, mais mobilise également des ressources qui pourraient être consacrées au développement du secteur pétrolier national.

La sortie éventuelle de Fosun pourrait par ailleurs renforcer l'influence relative de Sonangol au sein de l'actionnariat de BCP, à un moment où Lisbonne observe avec prudence l'intérêt croissant des groupes bancaires espagnols pour le secteur financier portugais.

### **Avec Longonjo, l'Angola entre dans la bataille mondiale des terres rares**

Le projet minier de Longonjo, développé par la société britannique Pensana dans la province du Huambo, poursuit son développement conformément au calendrier prévu, avec un démarrage de la production commerciale attendu en 2027. Représentant un investissement de 250 MUSD, le projet affiche déjà 22 % d'avancement des travaux et ambitionne de faire de l'Angola l'un des principaux

producteurs occidentaux de terres rares, notamment de terres rares lourdes.

Le gisement recèle d'importantes réserves de néodyme, praséodyme, dysprosium et terbium, des minerais critiques utilisés dans les véhicules électriques, les éoliennes, les technologies numériques et les équipements de défense. Relié au port de Lobito par le corridor ferroviaire du même nom et alimenté par l'hydroélectricité du barrage de Laúca, le projet bénéficie d'infrastructures compétitives et faiblement carbonées.

Soutenu par le Fonds souverain angolais (FSDEA), ainsi que par des partenaires industriels et financiers américains, japonais et européens, Longonjo s'inscrit dans les efforts occidentaux de diversification des approvisionnements en minerais critiques face à la domination chinoise du secteur. Des accords commerciaux ont déjà été conclus avec plusieurs acteurs internationaux, tandis que la hausse des tensions géopolitiques sur les terres rares renforce l'intérêt stratégique du projet.

Au-delà de ses retombées économiques, Longonjo pourrait ainsi positionner l'Angola comme un acteur émergent des chaînes de valeur mondiales liées à la transition énergétique et aux technologies de pointe.

### **Internet satellitaire : la concurrence s'intensifie aux portes de l'Angola**

Amazon a franchi une nouvelle étape dans le déploiement de son réseau Internet par satellite en Afrique en sollicitant une licence au Kenya pour installer sa première station terrestre sur le continent. À travers son projet Kuiper, rebaptisé Amazon Leo, le groupe de Jeff Bezos entend concurrencer directement Starlink sur un marché africain à fort potentiel, où la connectivité demeure insuffisante dans de nombreuses zones rurales.

L'entreprise promet des débits pouvant atteindre 400 Mbps pour les particuliers et plus de 1 Gbps pour les utilisateurs professionnels, tout en s'appuyant sur des partenariats avec les opérateurs télécoms locaux afin d'étendre la couverture des réseaux mobiles dans les régions mal desservies.

Cette montée en puissance de la concurrence intervient alors que l'Angola s'apprête à ouvrir davantage son marché de l'Internet satellitaire. Après l'obtention d'une licence par Eutelsat OneWeb en 2025, l'arrivée de Starlink est désormais attendue en 2026. L'expansion future d'Amazon Leo pourrait à terme offrir au pays plusieurs solutions concurrentes de connectivité satellitaire, susceptibles d'améliorer l'accès à Internet dans les zones les plus enclavées.

Au-delà de l'enjeu technologique, cette compétition illustre l'importance croissante de l'Afrique dans les stratégies mondiales des grands acteurs du numérique et des infrastructures de télécommunications.

### **Silicium : l'UE et l'Angola resserrent les contrôles sur les exportations**

À l'issue d'une mission conjointe tenue à Luanda du 1er au 5 juin 2026, l'Angola et l'Union européenne ont réaffirmé leur engagement à renforcer leur coopération dans la lutte contre la fraude commerciale et à promouvoir des échanges transparents.

La mission, associant le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), des représentants belges et la délégation de l'Union européenne en Angola, a porté sur des soupçons d'irrégularités liées aux exportations de silicium vers l'Union européenne.

Les investigations visaient à vérifier l'origine effective des marchandises exportées et le

respect des règles d'origine conditionnant l'accès aux préférences commerciales accordées à l'Angola.

Cette initiative s'inscrit dans la volonté commune de préserver l'intégrité des échanges internationaux, d'assurer la bonne application des règles douanières et fiscales, ainsi que des instruments de défense commerciale de l'Union européenne.

### **Kaminho : 6 Md USD pour préparer l'après-déclin pétrolier**

Le consortium conduit par TotalEnergies, en partenariat avec Sonangol, Petronas, Saipem, CMHI et l'ANPG, accélère la réalisation du projet FPSO Kaminho, appelé à devenir l'un des principaux développements pétroliers du pays.

Implanté sur les champs offshore de Cameia et Golfinho, dans le bassin du Kwanza, le projet représente un investissement de 6 Md USD et vise une production supérieure à 70 000 barils par jour à partir de 2028. La construction du FPSO, réalisée en Chine, a déjà atteint 50 % d'avancement.

Conçu pour exploiter des réservoirs situés à plus de 4 000 mètres de profondeur, le projet devrait contribuer au maintien de la production nationale au-dessus du seuil d'un million de barils par jour et renforcer le rôle du bassin du Kwanza dans l'avenir pétrolier angolais.

### **L'Angola sacrifie des recettes fiscales pour accélérer sa diversification**

Près de 91 % des incitations fiscales accordées en Angola bénéficient désormais au secteur non pétrolier, principalement à travers les exonérations sur les importations de biens alimentaires, de matières premières et le soutien à l'industrie de transformation.

Selon le ministère des Finances, les dépenses fiscales sont passées de 184 Md AOA en 2018 à près de 2 980 Md AOA en 2024, représentant désormais 17,2 % des recettes fiscales. Cette progression nourrit le débat sur l'efficacité économique réelle de ces dispositifs et leur coût budgétaire.

Face à cette montée en puissance, les autorités souhaitent renforcer l'évaluation des avantages fiscaux, améliorer leur transparence et les intégrer plus étroitement à la programmation budgétaire.

### **Mines : les communautés locales gagnent un droit de regard sur les projets**

Le gouvernement angolais renforce le contrôle local sur l'exploitation minière en rendant obligatoire la consultation des autorités provinciales avant toute autorisation de projet.

L'Agence nationale des ressources minérales devra désormais recueillir l'avis des gouvernements provinciaux concernés sur les impacts sociaux, culturels et matériels des projets. Les entreprises minières seront également tenues de consulter les communautés locales, avec l'appui des autorités traditionnelles.

Cette réforme vise à améliorer l'acceptabilité sociale des projets miniers et à mieux articuler exploitation des ressources naturelles et développement local.

### **L'Angola modernise son arsenal contre l'évasion fiscale**

Le ministère des Finances va acquérir un nouveau logiciel destiné à l'échange sécurisé d'informations fiscales et financières.

Prévue par décret présidentiel, cette plateforme comprendra la licence d'exploitation, l'assistance technique et la maintenance sur trois ans. Elle doit permettre au pays de renforcer sa conformité aux standards internationaux de transparence fiscale, notamment dans le cadre des dispositifs d'échange d'informations fiscales FATCA (Etats-Unis) et de la NCD (Norme commune de déclaration créée par l'OCDE).

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration fiscale et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

### **L'économie angolaise est tirée par le secteur non-pétrolier au premier trimestre 2026**

L'économie angolaise a progressé de 5,32 % au premier trimestre 2026 en glissement annuel, portée par une croissance de 6,22 % du secteur non pétrolier, tandis que l'activité pétrolière reculait légèrement (-0,21 %).

Oxford Economics juge cette performance supérieure aux attentes et souligne la résilience croissante de l'économie hors hydrocarbures. Le cabinet anticipe désormais une croissance d'au moins 4 % en 2026, avec un potentiel de révision à la hausse.

Cette dynamique confirme le rôle croissant des secteurs non pétroliers dans la croissance du pays, même si les hydrocarbures demeurent le principal moteur des exportations et des finances publiques.

### **Belgrade et Luanda lèvent les barrières aux investissements**

La visite officielle du président João Lourenço en Serbie s'est conclue par la signature de dix accords de coopération destinés à renforcer les relations bilatérales.

Parmi eux figurent un accord de non-double imposition et un accord de promotion et de protection réciproque des investissements, deux instruments destinés à faciliter les échanges économiques et à sécuriser les investissements entre les deux pays.

Cette séquence marque un rapprochement économique notable entre Luanda et Belgrade et traduit la volonté de l'Angola de diversifier ses partenariats internationaux au-delà de ses partenaires traditionnels.

## Botswana

### **Akinwumi Adesina nommé président du Diamonds for Development Fund**

L'ancien président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a été nommé président du Diamonds for Development Fund (DDF) destiné à promouvoir un développement plus inclusif dans les pays producteurs de diamants.

Nouvellement créé, ce fonds sera alimenté par le gouvernement du Botswana et l'entreprise De Beers, filiale d'Anglo American. Le fonds vise à mobiliser une partie des revenus générés par la filière diamantifère pour financer des projets dans les domaines des infrastructures, de l'éducation, de la santé et du développement des PME. Cette nomination intervient alors que le Botswana cherche à accélérer la diversification de son économie, encore fortement dépendante des diamants, qui représentent près de 80 % des exportations du pays et environ un tiers des recettes budgétaires.

La désignation d'Adesina, homme politique nigérian a dirigé la BAD pendant dix ans, devrait contribuer à renforcer la crédibilité internationale du fonds et à faciliter la mobilisation de financements auprès des

partenaires de développement et des investisseurs privés.

### **Dégradation des perspectives de croissance sur fond de fortes contraintes budgétaires et de durcissement des conditions financières**

Selon la dernière enquête de la Banque centrale du Botswana, les entreprises font état d'une détérioration de leurs conditions d'exploitation, principalement liée à la contraction des dépenses publiques, qui pèse sur l'activité. Elles signalent également un environnement de change défavorable, consécutif aux ajustements de politique monétaire intervenus depuis juillet 2025, ainsi qu'un durcissement attendu des conditions financières, avec une hausse anticipée des taux de crédit jusqu'à début 2027. Les pressions sur les coûts devraient par ailleurs s'intensifier, sous l'effet des tensions géopolitiques mondiales affectant les chaînes d'approvisionnement et les prix des matières premières. Le sentiment des entreprises apparaît globalement négatif, notamment dans la construction, les services, le commerce de détail et l'agriculture, tandis que les secteurs minier et manufacturier restent globalement neutres.

## Namibie

### **Vitol obtient un contrat exclusif d'approvisionnement en carburant pour trois mois**

Le ministère namibien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie a attribué à la société de trading suisse Vitol un contrat exclusif d'approvisionnement en carburants pour la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2026.

Cette décision intervient dans un contexte de forte volatilité des marchés pétroliers, dû à la crise au Moyen-Orient et au blocage du détroit d'Hormuz, et vise à sécuriser

l'approvisionnement national. L'accord, dont le montant de la transaction n'a pas été divulgué, couvre les besoins du pays en essence, diesel et autres produits raffinés durant cette période transitoire. Les autorités ont indiqué que cette solution permettrait d'améliorer la coordination logistique et de réduire les risques de pénuries.

Le contrat est également révélateur du rôle croissant joué par Vitol dans l'approvisionnement énergétique de l'Afrique australe. Le groupe est déjà très présent dans la région, notamment à travers sa filiale Vivo Energy, qui possède notamment le réseau de stations d'Engen en Afrique du Sud. Le groupe contrôle également plusieurs infrastructures de stockage.

### **Le gouvernement maintient les prix des carburants malgré la hausse des coûts d'approvisionnement**

[Le gouvernement namibien a décidé de maintenir inchangés les prix des carburants en juin 2026 malgré la hausse des coûts d'importation, liée à l'augmentation des cours internationaux du pétrole et aux tensions persistantes au Moyen-Orient.](#)

Pour éviter une hausse à la pompe, l'État absorbera un déficit estimé à 47,2 M NAD (environ 2,6 M USD) via le National Energy Fund. Selon le ministère des Mines et de l'Énergie, les prix auraient dû augmenter de 70 cents par litre pour l'essence et de 120 cents pour le diesel afin de refléter les coûts réels d'approvisionnement.

Cette mesure vise à limiter les pressions inflationnistes sur les ménages et les entreprises, alors que les coûts du transport et de la logistique demeurent un facteur majeur de hausse des prix. Les autorités ont toutefois indiqué que cette politique de soutien ne pourrait être maintenue durablement en cas de persistance de prix élevés sur les marchés internationaux.

### **ReconAfrica franchit une étape décisive dans l'évaluation du potentiel pétrolier du Damara Fold Belt**

[La société canadienne ReconAfrica a lancé ce 8 juin une campagne de tests de production sur le puits Kavango West 1X \(KW1X\), situé dans le Damara Fold Belt, au nord-est de la Namibie.](#) Cette opération constitue une étape clé pour déterminer la viabilité commerciale de la découverte réalisée fin 2025, présentée par l'entreprise comme la première découverte significative d'hydrocarbures onshore du pays. Les essais portent sur six intervalles de réservoirs répartis entre les formations Huttenburg et Elandshoek, représentant environ 420 mètres de zones potentiellement productrices. Les premiers résultats sont attendus d'ici fin juillet.

Les travaux visent à confirmer la capacité de production des réservoirs et à évaluer la nature des hydrocarbures présents. Les campagnes de forage précédentes avaient mis en évidence des indices pétroliers encourageants, notamment des sections saturées en hydrocarbures, des traces de pétrole ainsi que des remontées d'huile observées en surface lors du forage. Pour ReconAfrica et ses partenaires, dont le norvégien BW Energy et NAMCOR, l'enjeu est désormais de démontrer que ces ressources peuvent être exploitées de manière rentable.

ReconAfrica, qui avait levé 27 M USD en janvier 2026 pour financer ses opérations, prépare déjà le forage d'un second puits d'appréciation, Kavango West 2A, dont le démarrage est prévu avant la fin du troisième trimestre 2026 sous réserve des autorisations réglementaires. ReconAfrica estime que le Damara Fold Belt pourrait receler d'importantes ressources pétrolières et gazières.

### **L'inflation atteint 4,1 % sur un an en mai 2026 (NamStats)**

Selon les données de l'organisme national de statistiques (NamStats), l'inflation s'est établie à 4,1 % en glissement annuel en mai 2026, contre 3,1 % le mois précédent, atteignant ainsi son plus haut niveau en 15 mois. En rythme mensuel, les prix ont progressé de 1,2 %, après +1,1 % le mois précédent. La dynamique annuelle est principalement portée par les postes « transports », qui contribuent à hauteur de +1,7 point à l'inflation globale, « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,2 point), « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,4 point) et « boissons alcoolisées et tabac » (+0,2 point).

Dans ce contexte de pressions inflationnistes persistantes, le comité de politique monétaire (MPC) de la *Bank of Namibia*, qui se réunira le 17 juin, devrait relever son taux directeur de 25 points de base à 6,75 %, dans le sillage de la décision prise par la Banque centrale sud-africaine fin mai.

## Zambie

### Accord sur le rachat de l'eurobond 2053 après une incitation de 65 M USD et un large soutien des créanciers

La Zambie a obtenu l'adhésion de plus de 75 % des détenteurs de son Eurobond 2053 (1,4 Md USD) à son opération de rachat, après l'ajout d'une incitation de 65 M USD destinée à convaincre les créanciers récalcitrants. Cet ajustement permet de sécuriser le mécanisme de rachat forcé des investisseurs restants, à un prix d'environ 84,35 centimes par dollar, le prix pouvant descendre autour de 82,76 centimes en fonction du niveau de participation. L'opération met fin à un précédent bras de fer avec des créanciers détenant plus de 25 % des titres, et ouvre la voie à un

échange dette-développement, adossé à un financement de 600 M USD de la Banque africaine de développement. Cette avancée s'inscrit dans un contexte macroéconomique globalement plus favorable, marqué par une amélioration des réserves de change, la hausse des prix et de la production de cuivre, l'appréciation du kwacha et un reflux de l'inflation à son plus bas niveau depuis 2018, à l'approche des élections d'août et d'un possible retour sur les marchés internationaux de dette souveraine.

### S&P maintient la note souveraine de la Zambie à CCC+ et souligne une amélioration graduelle de ses fondamentaux

S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine de la Zambie à CCC+/C, assortie d'une perspective stable, estimant que le rachat de l'Eurobond 2053 (1,4 Md USD) à hauteur d'environ 82,8 à 84,4 centimes par dollar constituait une opération de gestion de passif plutôt qu'un événement de défaut. L'agence souligne que la perspective stable reflète une amélioration progressive de la performance budgétaire et un soutien accru des bailleurs officiels, malgré le niveau toujours élevé de l'endettement et des besoins de financement, et le caractère encore incomplet du processus de restructuration (94 % des accords en principe sur US\$13,3 Md, dont 60 % finalisés). Les principaux risques baissiers incluent un retard dans la finalisation de la restructuration, une baisse de la demande de cuivre et un durcissement des conditions de financement. À l'inverse, une amélioration plus rapide de la croissance, des indicateurs budgétaires et de la position de liquidité extérieure pourrait soutenir une revalorisation de la notation à moyen terme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo  
[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)